

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Unité départementale de l'environnement et de l'énergie
du Val d'Oise

Cergy, le **15 OCT. 2019**

Dossier n° UD-2019/1275
Nos réf. : UD95/GC/0752-2019

Affaire suivie par : Gaël CELESTINE
gael.celestine@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 71 28 48 13

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas sur les projets, telle que prévue aux articles L.122-1 et R.122-3 du code de l'environnement, vous avez sollicité une décision de l'autorité environnementale sur la nécessité ou non de conduire une évaluation environnementale dans le cadre de votre projet de **modification des conditions d'exploiter d'un centre de récupération, tri, transit, regroupement, préparation de déchets sur la commune d'Herblay (95), avec extension de la surface d'exploitation**. Votre demande, reçue complète le 11 septembre 2019, a été enregistrée sous le numéro UD-2019/1275.

En application des dispositions du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, le préfet de département est l'autorité environnementale pour ce projet.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la **décision n° DRIEE-UD95-006-2019 du préfet du Val d'Oise, autorité environnementale, dispensant ce projet de la réalisation d'une évaluation environnementale**.

En application des dispositions du code de l'environnement (article R.122-3), cette décision devra être jointe aux dossiers de demande d'autorisation dont fera l'objet ce projet ainsi qu'au(x) dossier(s) soumis à enquête publique ou à participation du public par voie électronique en application des dispositions de l'article L.123-19.

Cette décision est également publiée sur le site Internet de la préfecture du Val d'Oise : <http://www.val-doise.gouv.fr/> et sur le site de la DRIEE d'Île-de-France : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/suivi-des-demandes-d-examen-au-cas-r659.html>

Société d'Exploitation Automobile (SEA)
41 rue Lavoisier,
95220 Herblay

**Copie à : Service de l'Agriculture, de la Forêt et de
l'Environnement de la Direction Départementale du Val d'Oise**



Certificat N° A 1607
Champ de certification disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Je vous rappelle par ailleurs que, conformément à l'article R.122-3 du code de l'environnement, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas le soumettre à évaluation environnementale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.


Le responsable de l'unité
départementale du Val d'Oise,

Alexis RAFA



PREFET DU VAL D'OISE

*Direction régionale et interdépartementale de l'environnement
et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale du Val d'Oise*

**Décision n°DRIEE-UD95-006-2019 du 15 octobre 2019 dispensant
la Société d'Exploitation Automobile (SEA) à Herblay de réaliser une évaluation
environnementale en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°UD-2019/1275 relative au **projet de la Société d'Exploitation Automobile de modification des conditions d'exploiter un centre de récupération, tri, transit, regroupement, préparation de déchets sur la commune d'Herblay (95), avec extension de la surface d'exploitation**, reçue complète le 11 septembre 2019 ;

Vu la consultation du Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement de la Direction Départementale du Val d'Oise en date du 12 septembre 2019 ;

Considérant que le projet consiste en une modification des conditions d'exploiter visant à intégrer des activités de traitement de déchets non dangereux, à savoir, du découpage de déchets métalliques, et à étendre la zone d'exploitation sur 5580m² avec création d'un bâtiment atelier de démontage de pneumatique sur 323 m² et d'une plateforme extérieure bétonnée de transit de 4500m² ;

Considérant que le projet relève des catégories et sous-catégories 1.a) (Installations classées pour la protection de l'environnement) et 47.a) (Déboisements en vue de la reconversion des sols) des seuils et critères du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les caractéristiques de projet sont similaires aux activités déjà autorisées et encadrées ;

Considérant que le projet de modification et d'extension s'implante en zone d'activité économique, à proximité d'axes routiers importants, et n'intercepte aucun périmètre de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels, au paysage et au patrimoine, aux risques, aux nuisances, etc ;

1/2

Considérant que la consultation du Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement de la Direction Départementale du Val d'Oise n'a pas permis de dégager de motifs de soumission à évaluation environnementale ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible de créer de nouveaux impacts sur l'environnement et la santé ou d'aggraver les impacts initiaux ;

Décide :

Article 1^{er}

La réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire pour le projet de la Société d'Exploitation Automobile situé à Herblay.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture du Val d'Oise et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

Le Préfet, et par délégation,
Le Chef de l'unité départementale

Alexis RAFA

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.